

Location des balayeuses aspiratrices pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier national géré par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF) .

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur (PA)

Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, et de l'Aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT IF) – Direction des Routes Île-de-France (DiRIF).

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

La Directrice régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France, par délégation du Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris (IDF-2023-04-19-00003 du 19/04/2023).

Objet du marché

Location des balayeuses aspiratrices pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier national géré par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF).

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **Mardi 26 novembre 2024 à 12 h 00** (heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GENERALES ...	4
1.1. Objet du marché	4
1-2. Objectif du marché	4
1-3. Descriptif des prestations	4
1-4. Lieux d'exécution des prestations	4
1-5. Forme du marché	6
1.6. Durée du marché	6
1-7. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)	6
1-8. Clauses sociales et environnementales	6
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
2-1. Définition de la procédure	6
2-2. Décomposition en tranches et en lots	6
2-3. Forme juridique de l'attributaire	6
2-4. Variantes	6
2-5. Modifications de détail au dossier de consultation	7
2-6. Délai de validité des offres	7
2-7. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	7
2.8-. Appréciation des équivalences dans les normes	7
2.9. Clause de confidentialité	7
ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES	7
3-1. Composition du dossier de consultation des entreprises	8
3-2. Composition du dossier à remettre par le candidat	8
3-3. Documents à fournir par l'attributaire du marché public	10
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT DES OFFRES	11
4-1. Sélection des candidatures	11
4-2. Jugement et classement des offres	11
4-2.1 Appréciation du critère prix	11
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE	12
5-1. Dispositions d'ordre générale	12
5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation	14
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	16

Location des balayeuses aspiratrices pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier national géré par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF) .

ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX.....	16
---	----

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la location des balayeuses aspiratrices pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier national géré par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF).

1-2. Objectif du marché

Dans le but de permettre aux CEI de réaliser les différentes missions d'exploitation et d'entretien du réseau routier national y compris en période VH, la DiRIF s'appuie d'une part sur le matériel dont elle est propriétaire et d'autre part sur du matériel issu de location afin de compléter son parc. Ce marché vise à répondre au second besoin permettant d'avoir de balayeuses aspiratrices.

1-3. Descriptif des prestations

Les prestations concernent :

- la location par jour, par semaine, par quinzaine, par mois, par trimestre, par semestre, par année (1er novembre année N au 31 mars de l'année N+1) sans chauffeur ;
- le dépannage, la réparation ou le cas échéant le remplacement du matériel défaillant ;
- la mise en place d'un service d'astreinte 24h/24, 7j/7 : nuit, weekend et jours fériés ;
- en cas de panne des matériels, le titulaire s'engage à faire intervenir son assurance et / ou un dépanneur-réparateur 24 h / 24 et 7 jours / 7, afin que le matériel soit à nouveau opérationnel ou remplacé dans un délai maximum de six heures (6h) à compter de l'appel téléphonique émis par le RPA ;
- le titulaire assurera une prise en main des balayeuses aspiratrices. Cette prise en main sera réalisée sous forme de formation sur le lieu de livraison du matériel indiqué sur le bon de commande.

1-4. Lieux d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées sur l'ensemble des Unités d'Exploitation de la Route (UER) de la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF), constituées de 18 sites dont les adresses sont indiquées dans le présent document.

Les différents départements où s'exécuteront les prestations sont donc la Seine-et-Marne (77), les Yvelines (78), l'Essonne (91), les Hauts-de-Seine (92), la Seine-Saint-Denis (93), le Val-de-Marne (94) et le Val-d'Oise (95).

Location des balayeuses aspiratrices pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier national géré par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF) .

ARRONDISSEMENT DE GESTION ET D'EXPLOITATION DE LA ROUTE OUEST (AGER Ouest)	
UER de Jouy-en-Josas	
CEI de Jouy-en-Josas	1, rue Etienne de Jouy, 78350 Jouy-en-Josas
CEI d'Ablis	Zone Industrielle, RN10, 78660 Ablis
CEI de Plaisir	Centre Hyacinte Sauvage Échangeur RN12/RD134 Route de Paris 78760 Jouars-Ponchartrain
UER de Boulogne-Billancourt	
CEI de Rocquencourt	Triangle de Rocquencourt, 78150 Rocquencourt
CEI d'Orgeval	Chemin de Fauveau, 78630 Orgeval
CEI de Boulogne	16, rue de l'Abreuvoir 92100 Boulogne-Billancourt
UER de Nanterre	
Point d'appui de Gennevilliers	31, chemin des Burons, 92230 Gennevilliers
ARRONDISSEMENT DE GESTION ET D'EXPLOITATION DE LA ROUTE NORD (AGER Nord)	
UER de Saint-Denis	
CEI de Saint-Denis	1, rue du Bec à Loué, 93200 Saint-Denis
CEI de Rosny-sous-Bois	99, avenue du Général de Gaulle, 93110 Rosny-sous-Bois
UER d'Eragny	
CEI d'Eragny-sur-Oise	1, rue Léo Lagrange, 95610 Eragny-sur-Oise
CEI de Fontenay-en-Parisis	1, rue de la Justice, Lieu-dit "La Justice" 95190 Fontenay-en-Parisis
ARRONDISSEMENT DE GESTION ET D'EXPLOITATION DE LA ROUTE EST (AGER Est)	
UER de Champigny	
CEI de Champigny-sur-Marne	1-9, rue Eugène Varlin, 94500 Champigny-sur-Marne
CEI de Villeparisis	Centre autoroutier, Route de Villevaudé, 77270 Villeparisis
UER de Brie-Comte-Robert	
CEI de Brie-Comte-Robert	2, allée du Commandant Guesnet, 77170 Brie-Comte-Robert
CEI de Rozay-en-Brie	7 Avenue de l'Epi, 77540 Rozay-en-Brie
ARRONDISSEMENT DE GESTION ET D'EXPLOITATION DE LA ROUTE SUD (AGER Sud)	
UER de Villabé	
CEI de Villabé	Route de Lisses, 91100 Villabé
CEI de Orsay	RN 446, La Folie Bessin, 91400 Orsay
UER de Chevilly-Larue	
CEI de Chevilly-Larue	82, avenue Georges Guynemer, 94550 Chevilly-Larue

1-5. Forme du marché

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire conformément aux dispositions des articles R2162-1 à 14 du code de la commande publique (CCP).

1.6. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée ferme de 12 mois. Il sera reconduit annuellement trois fois, de manière tacite.

1-7. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Sans objet.

1-8. Clauses sociales et environnementales

Sans objet.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du code de la commande publique (CCP).

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ni en lots.

2-3. Forme juridique de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés solidaires (le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public) comme le prévoit l'article R2142-20 du code de la commande publique ;
- soit avec des prestataires groupés conjointement (le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public), comme le prévoit l'article R2142-20 du code de la commande publique. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Pouvoir Adjudicateur.

2-4. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base, les variantes sont interdites.

Location des balayeuses aspiratrices pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier national géré par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF) .

2-5. Modifications de détail au dossier de consultation

Sans objet.

2-6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 6 mois ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

2-7. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

2.8-. Appréciation des équivalences dans les normes

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au pouvoir adjudicateur des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter au pouvoir adjudicateur les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits ou matériels.

2.9. Clause de confidentialité

Sans objet.

ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil d'acheteur (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), sous le numéro de référence : DRIEAT-DIRIF-AOO-24-035.

Le candidat est invité à s'inscrire sur la plateforme afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation. Il vérifiera le paramétrage de sa messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plateforme. Il renseigne ses coordonnées et courriel sur PLACE afin d'être informé des questions formulées au cours de la consultation et des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur, ainsi que de toute modification du dossier de consultation, le cas échéant. Un candidat ne peut opposer au pouvoir adjudicateur ou à un tiers l'ineffectivité ou le caractère générique du courriel choisi afin d'accéder à la consultation pour contester le défaut de notification d'une information publiée dans le cadre de la consultation.

Les candidatures et les offres des candidats, ainsi que les documents de présentation associés, seront entièrement rédigées en langue française.

Location des balayeuses aspiratrices pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier national géré par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF) .

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s). La signature apposée sur ce document est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions du présent document pour les offres électroniques.

Toutefois, l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera exigée au stade de l'attribution.

3-1. Composition du dossier de consultation des entreprises

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cadre du bordereau des prix unitaires ;
- Le détail estimatif, pièce non contractuelle destinée au jugement des offres, des quantités sont indiqués à titre indicatif pour une année civile.

3-2. Composition du dossier à remettre par le candidat

Le dossier à remettre par le candidat comprendra les pièces suivantes :

Dans un sous-dossier, les pièces relatives à la candidature :

Les candidats ont la possibilité de déposer leur dossier de candidature en utilisant :

- soit le Document Unique de Marché Européen électronique (eDUME), disponible depuis le service exposé de PLACE ou à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un eDUME pour chaque cotraitant.

- soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un seul formulaire DC1 mentionnant l'ensemble des cotraitants, et un formulaire DC2 pour chaque cotraitant.

Recours aux capacités d'autres opérateurs économiques :

Conformément à l'article R.2142-3 du Code de la commande publique, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. Dans cette hypothèse, le candidat justifie des capacités de ce ou ces opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Sous-traitance :

Conformément aux articles L.2193-2 à L.2193-6 du Code de la commande publique, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre.

Le candidat fournit à l'acheteur une déclaration (formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) mentionnant notamment :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Pour satisfaire aux obligations susmentionnées, le candidat qui envisage, dès le dépôt de son offre, de sous-traiter une partie de sa prestation, complètera utilement la déclaration de sous-traitance et joindra, pour chaque sous-traitant, l'ensemble des documents, attestations et renseignements réclamés aux candidats, tels que figurant au présent règlement de la consultation.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Il est toutefois précisé que l'appréciation des capacités d'un opérateur économique et de son/ses sous-traitant(s) est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque opérateur économique dispose de la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2 :

En cas de candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2, les candidats transmettent :

- les justifications relatives à la capacité juridique du candidat :
 - le formulaire DC1 dûment complété ;
 - le pouvoir du signataire de l'acte d'engagement pour engager l'entreprise (établi par tout moyen, notamment via la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE et/ou des délégations internes à l'entreprise) ;
 - une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- les justifications relatives à la capacité économique et financière du candidat :
 - le formulaire DC2 dûment complété, notamment la déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ;
- les justifications relatives à la capacité technique et professionnelle du candidat :
 - Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de

Location des balayeuses aspiratrices pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier national géré par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF) .

services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;

Les candidats qui ne disposent pas des renseignements demandés ci-dessus (par exemple les sociétés nouvellement créées), peuvent apporter des moyens de preuve équivalents de leurs capacités.

Dans un autre sous dossier, les pièces relatives à l'offre :

L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire. En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-2 à L.2193-6 du Code de la commande publique, un formulaire DC4¹ sera annexé au présent acte d'engagement pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant, son nom et ses conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire annexé constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder. Le montant indiqué au formulaire DC4 est exprimé hors taxe. Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

- Le bordereau des prix unitaires (BPU) entièrement complété
- Le détail estimatif (DE) entièrement complété

3-3. Documents à fournir par l'attributaire du marché public

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R2143-6 à 14 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, les documents demandés seront les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, sollicitées par le pouvoir adjudicateur au moyen du formulaire NOTI1 (information au candidat retenu), disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ces pièces seront transmises au pouvoir adjudicateur dans le délai fixé à la rubrique E du formulaire NOTI1.

Si l'attributaire du marché public n'a pas signé l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre, le(s) représentant(s) habilité(s) de l'attributaire devra(ont) signer ce document au

¹ téléchargeable sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>.

Location des balayeuses aspiratrices pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier national géré par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF) .

moment de l'attribution. La signature apposée est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions de l'article 5-2 du présent règlement de la consultation.

Pour l'application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du Travail sera remise par l'attributaire avant la notification du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

S'il n'emploie pas de travailleurs étrangers, l'attributaire fournit une attestation sur l'honneur en ce sens.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT DES OFFRES

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation. Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures et listés à l'article 3-2 ci-avant, les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2143-6 à R.2143-14 et R.2144-1 à R.2144-9 du Code de la commande publique sont éliminées par l'acheteur

4-2. Jugement et classement des offres

Le RPA examinera l'offre des candidats pour établir un classement.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'acheteur.

Item d'analyse	Coefficient
Le prix des prestations apprécié au vu du détail estimatif fourni à titre indicatif par le pouvoir adjudicateur et valorisé par le candidat	80,00 %
Le délai d'intervention pour remise en état des matériels à compter de l'appel téléphonique émis par le RPA apprécié au regard du délai renseigné à l'article 3-4 de l'acte d'engagement	20,00 %

4-2.1 Appréciation du critère prix

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pris en compte.

Le RPA, lors de l'examen des offres, se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

Location des balayeuses aspiratrices pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier national géré par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF) .

La formule utilisée pour la notation du critère prix sera :

$$\text{Note (sur 20)} = 20 \times (1 - (\text{montant_offre} - \text{montant_offre mini}) / \text{montant_offre mini})$$

Étant précisé que :

- L'offre du moins disant aura la note maximale.
- La note 0 sera attribuée pour toute offre supérieure ou égale à l'offre du moins disant, majorée de 100 %.
- la note sera comprise entre 0 et 20.

4-2.2 Appréciation du critère « Délai d'intervention pour remise en état des matériels à compter de l'appel téléphonique émis par le RPA »

$$\text{Note (sur 20)} = 20 \times (1 - (\text{délai} - \text{délai mini}) / \text{délai mini})$$

Étant précisé que :

- Délai (en heures)
- Délai mini (en heures) correspond au délai le plus court parmi ceux transmis par les différents candidats (calculé selon la formule mentionnée au point précédent)
- La note sera comprise entre 0 et 20.
- Si le délai indiqué par le candidat est supérieur au délai plafond mentionné au 7.4.4 du CCAP, l'offre sera jugée irrégulière et éliminée. Pour rappel, le délai plafond est de 6 heures.

Note finale :

La note finale, sur 20 points, sera donnée par la formule suivante :

$$\text{Note (sur 20)} = 0,8 * \text{Note_Critère_Prix} + 0,2 * \text{Note_Délai_d'intervention}.$$

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

5-1. Dispositions d'ordre générale

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

En application de l'article R2132-7 du CCP, la remise des offres se fera exclusivement via la plate-forme des achats de l'État – PLACE - (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) qui répond aux exigences fixées par les arrêtés du 22 mars 2019 relatifs aux exigences minimales des moyens de communication électroniques dans la commande publique et aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs.

Toute offre remise sur support "papier" ou sur support physique électronique externe, à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R2132-11 du CCP, sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées par aux articles R2152-1 et 2 du CCP.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Location des balayeuses aspiratrices pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier national géré par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF) .

Traitement de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique peut être remise sur support papier, support physique électronique, ou par voie électronique.

1^{er} cas : remise de la copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique :

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "*copie de sauvegarde*". Elle doit parvenir avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation, à l'adresse suivante :

DRIEAT-IF/DiRIF/SGD//Pôle des marchés publics (2^{ème} étage)
15-17, rue Olof Palme
94046 CRETEIL cedex

Offre pour : « Location de balayeuses aspiratrices »

COPIE DE SAUVEGARDE

Nom du candidat ou du mandataire du groupement :

« NE PAS OUVRIR »

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés **du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres
3. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par le pouvoir adjudicateur.

2^{ème} cas : remise de la copie de sauvegarde par voie électronique :

La copie de sauvegarde doit parvenir au pouvoir adjudicateur avant la date et l'heure limites de

Location des balayeuses aspiratrices pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier national géré par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF) .

remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation. Le candidat dépose ou envoie sa copie de sauvegarde sur/par l'outil de son choix, à la condition que ce dernier respecte les exigences définies à l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Par le biais d'un accusé réception, cet outil doit informer le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la copie de sauvegarde et lui indiquer les modalités de récupération.

Les services existants permettant la remise de la copie de sauvegarde par voie électronique sont les suivants :

- La lettre recommandée électronique :
 - o Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste-produits-et-services-qualifies.pdf \(ssi.gouv.fr\)](https://ssi.gouv.fr/liste-produits-et-services-qualifies.pdf) ;
 - o Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : [eIDAS Dashboard \(europa.eu\)](https://eIDAS-Dashboard.europa.eu) ;
- Tous les autres services permettant l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Nota : les services permettant la remise d'une copie de sauvegarde par voie électronique pouvant nécessiter des modalités d'inscription longues, il est recommandé aux opérateurs économiques d'anticiper le dépôt de la copie de sauvegarde en procédant aux modalités d'inscription et d'identification sur la solution technique envisagée.

5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence publique : DRIEAT-DIRIF-AOO-24-035. En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

En outre, cette transmission sera effectuée selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- l'arrêté du 22 mars 2019 fixe les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Location des balayeuses aspiratrices pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier national géré par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF) .

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions suivantes :

- **le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.**
 - **1^{er} cas :** certificat émis par une autorité de certification « reconnue ». Le certificat de signature est émis par une autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :
 - www.references.modernisation.gouv.fr
 - http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm
 - <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- **2^e cas :** le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance. La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par le pouvoir adjudicateur. Le signataire transmet les informations suivantes :

- la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...).
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargements de la dernière mise à jour de la liste de révocation.
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix :

- Soit le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'état : PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

- Soit le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE. Dans ce cas, il doit respecter les deux obligations suivantes :
 - 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
 - 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la

validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

-le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, système d'exploitation supportés...). La fourniture d'une notice en français est souhaitée.

-le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour le pouvoir adjudicateur (contact à joindre, support distant sur site...).

A noter :

Un ZIP ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément. Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats devront utiliser exclusivement les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence : DRIEAT-DIRIF-AOO-24-035, ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre **administratif** et/ou **technique** qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs demandes au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont compétents.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Paris, dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy, - 75181 Paris cedex 04

Tel : 0144594400

Courrier électronique : ta-paris@juradm.fr

Adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>.